

Le 7 août, 2025

Lettre Ouverte sur la Nécessité Impérative de Placer les Droits et le Leadership des Femmes au Cœur de la Transition en Haïti

À Son Excellence Laurent SAINT-CYR, Président du Conseil Présidentiel de Transition

Les organisations féministes, de défense des droits humains et de la société civile soussignées prennent note de votre prise de fonction à la présidence du Conseil Présidentiel de Transition (CPT) le 7 août - le dernier mandat avant la fin du mandat du CPT en février. Votre mandat est donc la dernière occasion de corriger les violations flagrantes des droits des femmes et des filles haïtiennes par le gouvernement de transition, en vertu du droit haïtien et international. Compte tenu de l'absence de progrès pour garantir aux femmes l'égalité des chances de participer à la transition et à toute élection, il est particulièrement urgent de mettre l'accent sur les perspectives et le leadership des femmes. Il en va de même pour la lutte contre les violences sexuelles généralisées à l'encontre des femmes et des filles, notamment en raison des graves préjudices sexospécifiques découlant de la crise en Haïti, qui aggravent les discriminations et les inégalités de longue date. Il est également impératif de respecter les droits et le leadership des femmes et des filles haïtiennes, car il est clairement établi que le fait de placer les priorités et le leadership des femmes au centre des préoccupations se traduit par une paix, une stabilité démocratique et une prospérité économique accrues pour tous à long terme.

Nous attendons de vous que vous agissiez immédiatement sur ces impératifs, puisque vous avez vous-même [souligné publiquement](#) le caractère vital et l'urgence de ces principes. Vous avez déclaré en mars : « Le leadership féminin n'est pas un enjeu secondaire : il est essentiel au progrès de notre nation. » Nous sommes d'accord. Dans votre nouveau rôle de dernier président du CPT, vous avez l'obligation légale, l'autorité et la possibilité de remédier à ces préjudices persistants. Nous vous demandons de le faire de toute urgence.

Nous attirons votre attention sur le [Cadre politique pour une transition efficace et équitable](#) présenté par la société civile haïtienne et approuvé par [plus de 180](#) organisations haïtiennes et internationales. Ce cadre identifie vos obligations légales, les meilleures pratiques applicables telles que l'Agenda pour les femmes, la paix et la sécurité, et propose des recommandations concrètes que vous devriez mettre en œuvre immédiatement. Nous attirons également votre attention sur les précédentes lettres ouvertes adressées aux membres du gouvernement de transition le [19 mars 2025](#), le [20 février 2025](#) et le [25 novembre 2024](#).

Le gouvernement de transition continue de violer gravement ses obligations légales envers les femmes et les filles haïtiennes. [Le droit national et international oblige](#) le gouvernement haïtien à garantir les droits des femmes et des filles haïtiennes à l'égalité, à la non-discrimination, à la liberté de vivre à l'abri de la violence, à la pleine participation politique et à l'accès à la justice et aux opportunités économiques. La Constitution haïtienne prévoit explicitement une participation [minimale de 30 %](#) des femmes à toutes les fonctions publiques, ainsi que des garanties d'égalité. Pourtant, la situation des femmes et des filles [continue de se détériorer](#), avec des violences sexuelles et des privations liées au genre parmi les plus graves au monde. Les femmes restent également marginalisées, voire totalement exclues, des processus décisionnels

et des postes de direction, et nous ne constatons aucune mesure significative visant à garantir que les femmes pourront participer à l'organisation des élections que vous êtes tenu d'organiser pendant votre mandat.

Plus précisément, [les conditions qui se détériorent](#) et qui constituent de graves violations des droits des femmes et des filles sont de la responsabilité de votre gouvernement. Les violences sexuelles contre les femmes et les filles sont omniprésentes et utilisées comme un instrument délibéré de conflit par les groupes armés en Haïti. Leur incidence est si stupéfiante et si peu signalée que les experts de l'ONU [reconnaissent](#) que les statistiques disponibles sont [trompeusement basses](#). Toutefois, l'augmentation de [1 600 %](#) et de [254 %](#) des cas de violences sexuelles observée respectivement par certains prestataires et par l'ONU donne une idée de [l'ampleur écrasante des préjudices subis](#). Les viols collectifs sont [endémiques](#). Les femmes et les filles constituent la [majorité](#) des personnes déplacées par la crise en Haïti et subissent des préjudices sexospécifiques aggravés. Elles ont désespérément besoin de [services médicaux et psychosociaux](#), de [nourriture](#) et de [possibilités économiques sûres](#).

Le gouvernement [ne respecte pas](#) son obligation de garantir ces droits fondamentaux, de protéger contre la violence et d'offrir des voies de recours. Par exemple, [la plupart des services](#) destinés aux femmes et aux filles déplacées et aux victimes de violences sexuelles sont fournis par la société civile avec le soutien international, le gouvernement étant « [totalement absent](#) » des sites de déplacement. Il n'a pas non plus veillé à ce que les priorités et les voix des femmes soient correctement représentées. La composition des entités gouvernementales de transition n'atteint pas le quota minimum de 30 %, et les budgets et les politiques ne reflètent pas les besoins des femmes. Le CPT ne compte aucune femme ayant le droit de vote, [comme toujours](#) ce qui signifie également que la présidence tournante que vous venez d'assumer n'a été accessible à aucune femme. Il y a trop peu de femmes ministres ([seulement](#) 4 sur 18). L'exclusion fondée sur le genre se retrouve dans l'ensemble du gouvernement, des politiques et des programmes haïtiens, jusqu'à la gestion des sites de déplacement, avec [des conséquences profondément néfastes](#) pour les femmes et les filles. Cette exclusion affaiblit la transition et cause des préjudices très directs : par exemple, l'absence de femmes aux postes de direction dans les sites de déplacement expose les femmes et les enfants à [l'exploitation et aux abus sexuels](#), en plus [des difficultés liées au genre](#) découlant de l'organisation des sites qui ne tient pas compte de leurs vulnérabilités particulières. En outre, le manque d'attention accordée à la sécurité et à l'inclusion des femmes dans l'organisation des mécanismes par lesquels le gouvernement de transition doit rétablir la démocratie avant la fin de votre mandat - notamment en garantissant leur capacité à participer pleinement en tant qu'organisatrices, candidates et électrices à toutes les élections - constitue une violation flagrante des droits des femmes et risque d'exacerber et de renforcer les préjudices liés au genre à l'avenir.

Les droits des femmes et des filles haïtiennes ne doivent pas être violés en toute [impunité](#) ni être relégués au second plan des priorités de votre gouvernement. Il s'agit non seulement d'une obligation ferme en vertu du droit haïtien et international, mais aussi d'un principe bien établi des transitions touchées par des conflits, tel que reflété dans l'Agenda pour les femmes, la paix et la sécurité, mondial qui [reconnait](#) que les efforts visant à garantir la paix, la stabilité démocratique et la prospérité économique sont plus efficaces et durables lorsque les besoins et

le leadership des femmes sont respectés. La société civile haïtienne, accompagnée de praticiens des droits humains, d'universitaires et d'autres experts, a proposé au gouvernement de transition [des recommandations concrètes](#) pour mettre fin aux violations dont sont victimes les femmes et les filles et faire progresser leurs droits. En tant que nouveau président du CPT – et, selon les termes de votre fonction, dernier président – nous vous demandons de mettre en œuvre ces mesures de toute urgence.

Avec tout notre respect et l'espoir que vous prendrez des mesures immédiates,

1. Alternative Chance / Chans Alternativ, Haïti
2. American Jewish World Service (AJWS), États-Unis
3. AMURT, Haïti
4. Anana Consultants, États-Unis
5. Ansara Family Fund, États-Unis
6. Avanse Ansanm, États-Unis
7. Bureau des Avocats Internationaux, Haïti
8. CAISO: Sex and Gender Justice, Trinité et Tobago
9. Center for Gender & Refugee Studies (CGRS), États-Unis
10. Centre Anacaona Droits Humains Haïti, France
11. Coalition des Associations des Femmes pour la Justice Sociale en Haïti (CAFJSH), Haïti
12. Coordination Europe-Haïti, Belgique
13. Collectif des Amis des Droits Humains (COLADH), Haïti
14. Développement Entreprenariat Social Production Rural Intégré (DESPRI), Haïti
15. Dominican Sisters of Hope, États-Unis
16. Dominican Sisters of Sparkill, États-Unis
17. Faith in Action (FIA), Haïti
18. Faith in New Jersey, États-Unis
19. Family Action Network Movement (FANM), États-Unis
20. Femmes en Action Contre la Stigmatisation et la Discrimination Sexuelle (FACSDIS), Haïti
21. Friends of Matènwa, Inc., États-Unis
22. Florida Immigrant Coalition (FLIC), États-Unis
23. Forum Jeunesse Afro-Québécois, Canada
24. Fós Feminista, Mondial
25. Global Centre for the Responsibility to Protect, États-Unis
26. Gran Jipon, Haïti
27. Groupe d'Action pour le Progrès d'Haïti (GAPH), Haïti
28. Groupe d'Appui au Développement et à la Démocratie en Haïti (GRADE), Haïti
29. Haitian American Foundation for Democracy (HAFFD), États-Unis
30. Haitian Bridge Alliance (HBA), États-Unis
31. Haitian Women for Haitian Refugees (HWHR), États-Unis
32. Haitian Women's Collective (HWC), Haïti
33. Haiti Policy House, États-Unis
34. Haiti School Project, États-Unis
35. Impact Communautaire pour le Développement d'Haïti (ICODEH HAITI), Haïti
36. Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH), États-Unis

37. Lekòl Kominotè Matènwa, Haïti
38. Li, Li, Li! Read, Haïti
39. MADRE, États-Unis
40. Manifest Haiti, États-Unis
41. Massachusetts Communities Action Network, États-Unis
42. New England Human Rights Organization (NEHRO), États-Unis
43. Nou Pap Dòmi, Haïti
44. OE Consulting, États-Unis
45. Òganizasyon Feminis Dantò, Haïti
46. Organisation Féministe MARIJÀN, Haïti
47. Passionists International, États-Unis
48. Plateforme des Organisations de Femmes Haïtiennes pour le Developpement (POFHAD), Haïti
49. PROFAMIL, Haïti
50. Quixote Center, États-Unis
51. Roots of Development, États-Unis
52. SAN POU SAN FANM (100% FANM), Haïti
53. Sant La Haitian Neighborhood Center, États-Unis
54. St. Joseph Worker Foundation, États-Unis
55. Unitarian Universalist Service Committee (UUSC), États-Unis
56. WE ARE WOMEN ORG, Haïti
57. Women's All Points Bulletin (WAPB), États-Unis
58. ZANTRAY FANM KREYÒL, Haïti